



PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
Séance de conciliation – Procès-verbal

Lieu	Administration communale, Cully	Date	03.06.2025	Heure	09h00
Sujet	ERE				

	Présences
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Opposant.e.s	M. Stéphane Saegesser, parcelle 4380, opposition n°11

Intervenant.e.s	Griefs des opposant.e.s
M. Saegesser	Le propriétaire s'oppose au tracé arbitraire de l'ERE du ruisseau sur sa parcelle.

Intervenant.e.s	Discussion
M. Cavin	M. Cavin rappelle le cadre réglementaire et légal dans lequel la révision du PACom prend place et les objectifs de la séance.
Mme Rey	Mme Rey indique que la définition des ERE est exigée dans le cadre des nouveaux plans d'affectation, de manière à répondre à l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux). La Direction générale de l'environnement – Eau (DGE-Eau) indique les cours d'eau nécessitant la définition d'un ERE et leur largeur. L'ERE a, comme son nom l'indique, pour but de réserver des surfaces permettant la mise en place de mesures limitant les risques de crues, de garantir l'entretien des cours d'eau et de prévoir d'éventuelles renaturations/remises à ciel ouvert.
M. Saegesser	M. Saegesser ne comprend pas quel article de l'OEaux entre le 41a et c concerne sa parcelle.
Mme Rey	Mme Rey répond que c'est l'art 41a al. 2 de l'OEaux. L'ERE a été défini pour toutes les communes.
M. Saegesser	M. Saegesser mentionne que la distance à l'axe de la coulisse est de 5.5m de large et que cela diminue passablement sa surface à bâtir.
Mme Rey	Mme Rey valide cette information mais continue en soulignant que la Commune ne définit pas les cours d'eau ni la largeur de l'ERE. Suite à l'opposition reçue, une prise de contact avec la DGE-Eaux a été faite. L'ERE ne peut pas être supprimée, ni modifiée car il y a toujours une possibilité que le cours d'eau soit remis à ciel ouvert. L'ERE doit rester un espace sans construction ni aménagement extérieur. Par contre, le droit à bâtir est basé sur l'entièreté de la parcelle (ERE compris).





- M. Seagesser* M. Seagesser souligne que les possibilités d'agrandir sont faibles car la parcelle est compliquée dans sa forme.
- Il demande s'il y a un risque concret de crue étant donné qu'en amont il y a une route et deux murs, et que la pente du terrain limite fortement les risques d'inondations sur sa parcelle, l'eau n'y stagnant pas.
- Mme Rey* Mme Rey explique que le risque de crue n'est pas uniquement pour sa parcelle, les parcelles voisines également. L'ERE concerne tout le monde.
- M. Seagesser* M. Seagesser demande si une dérogation serait envisageable.
- M. Cavin* M. Cavin répond que la Commune n'est pas l'autorité concernée et que seule la DGE-Eaux pourrait juger si un projet peut bénéficier d'une dérogation.
- M. Seagesser* M. Seagesser questionne la zone de verdure superposée à l'ERE.
- Mme Rey* Mme Rey précise que la zone de verdure 15 LAT B vient appliquer, du point de vue de l'affectation, les restrictions relatives à l'ERE qui, lui, figure en hachuré sur le plan.
- L'article 138 du nouveau RPACom précise que la surface totale de la parcelle est prise en compte dans les mesures d'utilisation du sol.
- L'art. 41c de l'OEaux mentionne les exceptions pouvant être faites dans l'ERE.
- M. Seagesser* M. Seagesser aimerait obtenir un engagement de la part de la Commune concernant une éventuelle dérogation pour construire en emprise sur l'ERE, sur la base d'un projet concret.
- M. Cavin* M. Cavin rappelle que la Commune n'est pas l'autorité compétente et que seule la DGE-Eau pourrait juger si un projet peut bénéficier d'une dérogation. La Commune ne peut pas offrir de garantie sur ce sujet. Il informe également M. Seagesser que, pour l'heure, pas de projet concret de la part du Canton n'a été validé. Il se pourrait donc que le Canton ne puisse pas se positionner.
- M. Seagesser* M. Seagesser demande si la Commune peut lui fournir la personne de contact à la DGE-Eaux.
- Mme Rey* Mme Rey donne le contact soit Mme Gabriele Schwab – 021 316 75 16 – Valmont 30b à Lausanne
- M. Cavin* M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.
- Fin de la séance à 9h40

Distribution

A la Municipalité et à l'opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 26.06.2025.